



« *La patrie a besoin de vous, de votre engagement. Les décisions politiques, les équipements militaires et les budgets sont une chose mais ils ne remplaceront jamais la force d'âme d'une nation. Notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix. Il ne tient qu'à nous que nos enfants récoltent demain les dividendes de nos engagements.* ». C'est ainsi qu'Emmanuel Macron conclut son allocution du 5 mars dernier. Depuis trois semaines, le gouvernement « va-t-en-guerre » joue la carte d'un discours anxigène et écœurant autour d'une soi-disant nécessaire politique de réarmement, comptant sur l'effet drapeau, afin de faire plus facilement accepter de nouveaux sacrifices économiques. Depuis 130 ans, la CGT a toujours appelé à la paix face aux conflits mondiaux orchestrés par les grandes puissances financières menant des guerres impérialistes au profit du grand capital. Le pacifisme est dans l'ADN de notre syndicat, c'est pourquoi, la CGT Educ'action ne peut se résoudre à accepter de nouvelles coupes budgétaires au nom de l'économie de guerre. Après les nombreux coups de rabots effectués dans les dépenses publiques depuis 2020, à la suite de la crise sanitaire, voici que le nouvel épouvantail de la guerre viendrait justifier, ce coup-ci, des sacrifices financiers supplémentaires, plus particulièrement encore dans notre Ministère. Un élève qui a connu la crise covid et toutes ses conséquences en 2020, alors qu'il était en CM2, entre aujourd'hui au lycée en devant faire les frais de la nouvelle économie de guerre : c'est une double peine que font peser sur les épaules de nos jeunes les politiques libérales des nombreux gouvernements Macron. De même, face au fiasco du SNU, étrillé par un rapport de la cour des comptes, tant pour son impréparation et son absence de pilotage que pour le gouffre financier qu'il représente, Macron s'entête et annonce sa refonte « *pour qu'il corresponde aux besoins de la nation et aux priorités identifiées* ». La CGT Educ'action condamne fermement cette volonté de militariser la jeunesse et de ne lui donner que la guerre comme seule perspective. Nous appelons tous les personnels à dénoncer publiquement ces dérives bellicistes qui mettent en péril l'avenir de notre jeunesse et à s'y opposer par tous les moyens.

A ces vieux relents des années 30, s'ajoute la montée en puissance des idées d'extrême droite de plus en plus décomplexées, et, là aussi, c'est l'École qui est visée. Lors du précédent CSAD déjà, vous nous donniez, M. le DASEN, la réponse que vous aviez faite au maire de St Raphaël et à son souhait d'instaurer le lever des couleurs et la Marseillaise dans les écoles primaires de sa ville à des fins purement électoralistes. Vous avez rappelé à cet élu d'extrême droite la prévalence de la pédagogie sur la politique en réaffirmant le rôle de l'École dans l'apprentissage de la citoyenneté et des valeurs de la République. Si nous pouvons tous nous féliciter de la future mise en place du programme Évars, vous n'êtes pas sans savoir que des collectifs de parents réactionnaires montent au créneau pour tenter de faire annuler ce programme, projetant, pour certaines d'entre-elles, de présenter un recours devant le Conseil d'État, alors que d'autres appellent à agir de toutes les manières possibles, et même illégales, pour y mettre fin. Dans notre département, nos collègues du collège Henri Bosco de La Valette ont retrouvé la semaine dernière dans leurs casiers et sur les bureaux de la salles des professeurs des tracts nauséabonds de collectifs d'extrême droite que nous portons à votre connaissance, Monsieur le DASEN, appelant à « *dire NON, sans concession, sans négociation à l'Évars à l'école, au collège et au lycée ainsi que dans tous les lieux de socialisation des mineurs.* ». Ces attaques de forces réactionnaires organisées en associations doivent nous inciter toutes et tous à une vigilance de chaque instant pour que les

enseignants puissent continuer d'exercer leurs métiers sans pressions extérieures et pour garantir le rôle émancipateur de notre École.

De cette offensive réactionnaire à l'affaire Bétharram il n'y a qu'un pas : cette institution, réputée pour ses conditions « strictes » d'accueil des jeunes, fait l'objet d'une information judiciaire et éclabousse de scandale les plus hautes sphères de l'État. Durant des décennies, des violences physiques et sexuelles exercées à l'encontre des élèves ont été dénoncées, mais, comme bien souvent dans l'enseignement catholique, le silence a été de mise. Se pose alors la question des responsabilités et surtout du manque de contrôle de ces établissements. Nous vous repons, Monsieur le DASEN, une question restée sans réponse lors du précédent CSAD : comment est assuré le suivi de ces établissements dans notre académie ainsi que dans notre département ? Sont-ils seulement inspectés sans qu'un scandale n'ait à éclater ? et si oui, de quelle façon le sont-ils et par qui ? Le Ministère doit mettre en place une politique efficace de protection de l'enfance et Mme Borne a d'ailleurs annoncé un plan pour lutter contre les violences dans l'enseignement privé... pouvez-vous nous dire ce qu'il en est ? A moins que ce ne soit un énième effet d'annonce destiné à enfumer l'opinion publique... ce gouvernement nous y a malheureusement habitués.

Rester optimiste dans un pareil contexte relève du défi, alors qu'on peut véritablement parler d'austérité salariale avec : la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, le non-versement de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'achat pour la deuxième année consécutive avec, en prime, la diminution de 10 % de la rémunération versée au titre du congé maladie ordinaire qui constitue une attaque supplémentaire sur les agents de la Fonction publique. Cette liste non exhaustive nous rappelle que si les métiers de l'Éducation souffrent d'un manque d'attractivité, ce n'est pas avec ce genre de mesures que l'on parviendra à susciter des vocations.

Alors que l'accès à la culture n'est pas homogène sur le territoire, la CGT Educ'action dénonce le gel subit du budget alloué à la part collective du Pass Culture, s'inquiète de son devenir, et insiste sur la nécessité d'un budget suffisant pour le financement intégral pour tous les élèves d'une activité pédagogique et culturelle en lien avec les partenaires extérieurs, afin de favoriser l'ouverture d'esprit nécessaire à leur réussite.

Enfin, la semaine dernière La CGT a claqué la porte du conclave initié par le gouvernement où il était question de discuter des améliorations de la précédente réforme des retraites. Le NON du 1^{er} Ministre au retour à la retraite à 62 ans montre, une fois de plus, que les dés étaient pipés et que le dialogue social « *sans totems* », pourtant annoncé dès l'ouverture des négociations, n'était qu'un mensonge de plus. Le fameux « *Il n'y a pas d'alternative* » afin de revenir à l'équilibre, repart de plus belle alors que la CGT n'a eu de cesse de démontrer que d'autres financements sont possibles et qu'elle a des propositions pour cela. Il s'agit, avant tout, d'une question de choix politiques : des canons plutôt que des pensions ... la boucle est malheureusement bouclée !

Dans cette période, c'est avec la volonté de conquérir de nouveaux acquis sociaux que la CGT Educ'Action appelle à la grève de tous les personnels à deux reprises la semaine prochaine : le mardi 1^{er} avril tout d'abord, en direction des vies scolaires afin que le travail et le statut de nos collègues AED soient enfin reconnus, puis le jeudi 3 avril contre la politique gouvernementale que nous venons de critiquer jusqu'à maintenant dans cette déclaration.

Pour en venir plus précisément à l'objet de cette réunion, lors du CSA du 04 février dernier, relatif aux DGH, nous vous avons fait part de nos craintes par rapport aux conséquences des dotations des établissements du Var que nous jugions insuffisantes. Nous constatons malheureusement aujourd'hui que nos craintes étaient avérées puisqu'elles se

traduisent par de nombreuses suppressions de postes dans le département : une quarantaine tout établissements confondus, dont la moitié donneront lieu à une carte scolaire.

C'est, par exemple, le cas du collège des Pins d'Alep mobilisé ce jour, après une première journée de grève le 18 mars dernier, qui porte comme revendication essentielle, la réouverture d'une division supplémentaire par niveau. La CGT Educ'action soutient cette mobilisation des enseignants et des familles qui se mobilisent pour de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves, et de travail pour les personnels.

Certes, vous allez sans doute, M. Le Dasen, insister davantage sur une balance positive entre les créations et suppressions de postes. Mais comme vous le signaliez lors du dernier CSA, nous aurons une lecture plus pessimiste de ces chiffres. Oui, nous le revendiquons, car pour la CGT Educ'action il faut, comme le disait Gramsci, « *savoir allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté.* »

Ainsi en collège, la balance positive, de +3, est à relativiser. Déjà si l'on enlève les 2 ouvertures en Segpa, le solde se trouve beaucoup plus proche de l'équilibre entre les créations et les suppressions. Ensuite quand on y regarde de près, on se rend compte que l'essentiel des créations, 12 pour être exact, se font en Mathématiques et en Lettres Modernes, comme l'an dernier d'ailleurs, pour poursuivre la mise à en œuvre de la sinistre réforme, un temps appelé « *Choc des savoirs* »... Une fois ce constat posé on peut voir que le plan social se poursuit en Technologie et en Lettres Classiques, surtout si l'on intègre également les suppressions en lycées concernant cette discipline. Mais d'autres matières sont elles aussi impactées comme l'Allemand et l'EPS. De là, à penser que l'on sacrifie la diversité des enseignements pour maintenir artificiellement une réforme en sursis, il n'y a qu'un pas !

Et que dire des LGT et LPO ? Malgré le regard bienveillant que vous nous disiez avoir eu sur ces établissements, les effets du mode de calcul des DGH au H/E structure, font encore des ravages avec 18 suppressions de postes dont 11 cartes scolaires, et, au final, une balance de postes qui présente le même solde de +3 comme pour les collèges. Comment cela est-il possible alors même que les effectifs sont en augmentation dans les lycées ? C'est qu'il faut bien bourrer les classes pour avoir une dotation complète, pardi ! ... même si cela doit se faire au détriment des conditions de travail et des postes ! Nous citons tout à l'heure Gramsci par rapport au pessimisme mais il évoque également la question de la volonté. La volonté, par exemple, de déroger à ce mode de calcul mortifère aurait sans doute permis d'améliorer la balance des postes.

En ce qui concerne les LP, certes, ils présentent le solde le plus positif parmi les établissements que nous étudions aujourd'hui avec seulement 9 suppressions pour 26 créations. Mais pour la CGT Educ'action, le compte n'y est pas non plus. En effet, certains établissements n'ont pas joué le jeu et ont largement utilisé votre mansuétude concernant la conversion des Heures Postes en HSA, afin d'éviter d'avoir à ouvrir des postes. Nous y reviendrons en séance mais dans certains cas, cela a conduit à doubler le taux d'HSA dans la dotation sans bien évidemment prendre en compte les demandes d'ouvertures de postes des représentants élus, voire même parfois sans permettre de voter la répartition horaire....

Encore un mot sur les 261 compléments de services dont le nombre se maintient globalement cette année à ce niveau très élevé. Pour la CGT ils sont le symptôme de la dégradation des conditions de travail des collègues et, là encore, le révélateur du manque de moyens consacrés à l'Éducation.

Enfin, M. Grevoul, encore Secrétaire Général, lors du CSAD du 22 novembre dernier, nous avait assuré que des améliorations devaient être apportées au vade-mecum portant sur le remplacement des professeurs participants aux formations et stages syndicaux. Nous avons pu constater à ce sujet des dysfonctionnements, y compris quand les absences de nos collègues du 1^{er} degré sont prévues de longue date pour des stages ou formations syndicales. Pourriez-vous nous dire, M. le DASEN, où en sont ces améliorations ?